

AHMER EL AÏN (TIPASA)

Des riverains demandent à être relogés

Selon des informations locales avérées, plusieurs habitants de l'agglomération rurale, dénommée Hay Souidani-Boudjemaâ, lieu situé au sud-ouest de la ville de Ahmer El Aïn, distant de 10 kilomètres du siège de la wilaya de Tipasa, ont décidé avant-hier de protester.

Selon notre source, ces contestataires demandent aux élus locaux de «concrétiser les engagements pris concernant le relogement des 50 familles de cette agglomération».

Parmi les arguments avancés par certains de ces protestataires, on nous rapporte le fait que «plusieurs de ces familles occuperaient des habitats précaires, des gourbis en tôles de fer recouverts de plaques d'éternit depuis près de 20 ans». Cette réaction citoyenne est

d'autant plus étonnante que la commune de Ahmer El Aïn dispose de plus de 60 kilomètres carrés de superficie et avait bénéficié de plusieurs programmes de logements évalués à près de 500 au titre des deux précédents quinquennats, pour un parc logement global de la commune de 5 000 unités, soit un taux d'occupation de sept personnes par logement.

L'habitat rural a bénéficié quant à lui de près de 300 logements, mais le point noir de ce

secteur est constitué par l'habitat précaire où on compte le plus grand nombre de la wilaya, soit près de 1 000 logements recensés lors des années précédentes.

En effet, cette ville qui est un chef-lieu de daïra regroupant les communes de Sidi Rached, Bourkika et Ahmer El Aïn, est située à 20 kilomètres de Tipasa, chef-lieu de wilaya et qui compte une population de 33 000 habitants, soit près de 50% de la population de la daïra qui, elle, compte 68 000 habitants, en majorité des ouvriers agricoles, ayant pour la plupart souffert des affres de la décennie noire, à l'instar des douars de



Photo : DR

Brahim Ben Omar, Hassasna, Bendebab et Sidi Snobri.
Souidani, Ouled Hamidene,

Houari Larbi

BÉJAÏA

Trente nouvelles communes seront prochainement raccordées au gaz

La wilaya de Béjaïa, qui enregistre le taux le plus faible du pays en matière de couverture en gaz naturel, vient de bénéficier d'un programme complémentaire «très ambitieux» de près de 2 700 km qui s'ajouteront ainsi aux 2 000 km touchant plus de 50 000 foyers en réalisation dans le cadre de la première et deuxième tranche du plan quinquennal 2010-2014 à travers une vingtaine de communes.

Avec ce programme complémentaire dépassant les 65 000 branchements à travers une trentaine de nouvelles communes, ce sera pratiquement l'ensemble des municipalités de la wilaya qui seront désormais

raccordées au réseau de gaz naturel. L'annonce a été faite par le wali de Béjaïa, Ahmed Hamou Touhami, lors d'une rencontre, mardi dernier, avec les maires des municipalités concernées par ce nouveau programme de raccordement au gaz naturel. Il s'agit, entre autres, de Tibane, Chemini, Souk-Oufella, Akfadou, Tifra, Seddouk, Ighil Ali, Beni Ksila, Adekar, Bordj Mira, Tamridjt, Taourit Ighil pour ne citer que ces quelques municipalités.

L'enveloppe financière allouée au programme avoisine les 10 milliards de dinars, a indiqué le directeur de la SDE Ahmed Draï tout en signalant que les appels d'offres ont été lancés lundi passé.

S'agissant des délais de réalisation, le même responsable s'est engagé à mobiliser les entreprises nécessaires pour la concrétisation

du programme dans un délai de 15 à 20 mois. 18 milliards de dinars ont été ainsi alloués pour l'ensemble de l'opération — plus de 5 000 foyers pour la première et deuxième tranche et 65 000 branchements pour le programme complémentaire — pour un total de près de 120 000 branchements.

Dans son intervention, le wali de Béjaïa a appelé à «la mobilisation de l'ensemble des acteurs, maires, élus et la société civile pour sensibiliser la population sur d'éventuels blocages et oppositions afin de concrétiser dans les meilleurs délais la totalité du programme».

Le même appel a été aussi lancé par le directeur de la SDE en direction des présidents d'APC pour la facilitation de la tâche aux entreprises et s'impliquer pour la levée de certaines éventuelles entraves, notam-

ment les oppositions des citoyens. Les différents maires présents à la réunion ont été par la même occasion invités à signaler «des éventuelles omissions qui seront rattrapées dans ce programme».

Longtemps à la traîne en matière de raccordement en gaz avec moins de 40%, le wali et le directeur de la SDE, estiment que ce nouveau programme propulsera la wilaya de Béjaïa dans «le top des régions les mieux couvertes par cette énergie dans le pays».

Selon le premier responsable de l'administration de wilaya qui affirme avoir fait «de cette question de raccordement au gaz dans la région sa première priorité depuis son arrivée», c'est toute la wilaya qui serait ainsi désormais couverte par cette énergie vitale.

A. Kersani

TIZI-OUZOU

La stèle qui fait polémique

«De tout temps oublié par les gouvernants, Krim Belkacem, dont le nom restera à jamais gravé dans la mémoire collective des Algériennes et des Algériens, le signataire des Accords d'Evian, est en passe de subir un deuxième assassinat après celui du 18 octobre 1970. Un second crime qui va, à jamais, l'enterrer dans le petit douar d'Aït-Yahia-Moussa».

C'est avec ce ton que l'association, Les Amis de Krim Belkacem, a entamé sa déclaration, rendue publique hier, pour crier fort sa désapprobation contre ce qu'elle qualifie d'enterrement, le fait que les autorités de la commune d'Aït-Yahia-Moussa aient décidé d'ériger une statue de Krim dans la cour du nouveau siège de la mairie. L'Association dit ne pas pouvoir rester indifférente face à cette

atteinte à la stature de l'homme auquel ont «attenté» les élus locaux, la famille révolutionnaire et certains acteurs de la société civile complices de ce projet.

A travers cette tempétueuse déclaration, Les Amis de Krim Belkacem refusent catégoriquement l'implantation de cette stèle à l'intérieur du siège de la

mairie d'autant, précisent-ils, qu'il existe des lieux bien mieux exposés à travers la fameuse «zone rouge», région ainsi baptisée durant la guerre de Libération nationale.

Pour mettre fin à ce qui est considéré comme un «forfait», et tout en interpellant le wali de Tizi-Ouzou afin d'user de ses

prérogatives pour arrêter ce massacre, le rédacteur de ce «coup de gueule» appelle le premier magistrat de la commune d'Aït-Yahia-Moussa d'ordonner l'arrêt du chantier pour le transférer vers un autre endroit mieux exposé, à la mesure de l'œuvre projetée.

A. M.

BLIDA

Les habitants de la cité les Bananiers ferment la route

Des dizaines de citoyens habitant la cité des Bananiers, en plein cœur de Blida, ont fermé hier l'axe routier entre Blida et Oued-El-Alleug, causant un long embouteillage qui a duré plus d'une heure.

Les protestataires ont exigé des autorités locales de terminer les travaux d'aménagement de leur cité qui sont à l'origine de beaucoup de désagréments pour la population.

A cet effet, le chef de daïra et le maire de Blida se sont déplacés sur les lieux pour recevoir les

doléances des contestataires, et par conséquent, les ont rassurés de la reprise des travaux dans les meilleurs délais.

Selon une source proche de l'APC de Blida, celle-ci n'est pas responsable des travaux d'aménagement de cette cité puisque le marché est du ressort de la Direction des travaux publics.

A noter qu'un grand nombre de policiers était présent le long de la route fermée pour éviter tout dépassement de la part des manifestants. La route a été rouverte après plus d'une heure de fermeture.

M. B.

MÉDÉA

Un mort et trois blessés dans un accident de la route

Une violente collision entre deux voitures a été à l'origine d'un tragique accident de la circulation lundi dernier au lieudit Zaïbek dans la commune de Zoubaïria, relevant de la daïra de Berrouaghia.

Le drame s'est produit sur la RN1, a-t-on appris par la Protection civile de Médéa. Le choc frontal des deux véhicules a été mortel pour un passager âgé de 40 ans.

Trois autres personnes ont été blessées et ont dû recevoir les premiers soins sur place avant d'être évacuées à l'hôpital civil de Berrouaghia.

La dépouille mortelle du quadragénaire a été déposée à la morgue du même établissement hospitalier.

M. L.